

## Burundi : 527 victimes du trafic d'êtres humains documentées en 2017

PANA, 05 mars 2018 Bujumbura, Burundi - Quelque 527 femmes et filles mineures ont fait l'objet d'un trafic d'êtres humains à but lucratif vers les monarchies du Golfe arabe, en 2017, grâce à la « corruption, à l'impunité et à la complicité dans la chaîne nationale burundaise », selon les résultats d'une enquête, rendus publics, lundi, par l'Observatoire national de lutte contre la criminalité transnationale (Onlct, indépendant). [Photo : le président de Me Prime Mbarubukeye.]

Pour le président de l'Onlct, Me Prime Mbarubukeye, il fallait que l'opinion et les décideurs soient sensibilisés sur ce phénomène alarmant, à la veille de la célébration de la Journée internationale de la femme. Ces centaines de femmes et de filles mineures du Burundi ont pris la direction, principalement du Sultanat d'Oman, du Royaume Arabie Saoudite, du Koweït et du Liban, selon la même source. Le président de l'Observatoire a toutefois noté une légère baisse du trafic, comparé aux 824 filles et femmes burundaises qui ont été victimes du trafic d'êtres humains, en 2016. Selon la même Observatoire, en 2015, elles étaient 1.673 femmes et filles mineures à avoir été victimes du trafic d'êtres humains soit un total cumulé de 3.014 victimes du phénomène au cours de ces trois dernières années au Burundi. Les organisations qui leur font miroiter des conditions économiques plus avantageuses qu'au Burundi, selon la même source. Le Burundi est régulièrement classé parmi les pays les plus pauvres du monde, avec autour de 70% de citoyens vivant en-dessous du seuil de pauvreté, soit avec moins d'un dollar américain par jour, selon les Nations Unies. Le cas du Burundi n'est toutefois pas isolé et, en croire les chiffres de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, le trafic des êtres humains rapporterait aux trafiquants plus de 32 milliards de dollars américains par an. Sous fortes pressions de l'opinion, en général, et des activistes des droits de la femme, en particulier, la police nationale avait bougé, en juin 2017, en fermant 11 sociétés-sourçes de trafic de femmes et de filles mineures ayant pignon sur rue à Bujumbura, dont 4 étaient burundaises.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});